



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-234

05/04/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ASP; FAM;ONF;CL) 09 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Oérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de contrôleur.euse
Date limite de candidature : 05/05/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe du pôle SIRH et suivi des effectifs
Date limite de candidature : 28/04/2023

- 1 poste de directeur.rice
Date limite de candidature : 20/04/2023

Office national des forêts :

- 1 poste de directeur.rice régional.e
Date limite de candidature : 30/05/2023

- 1 poste de directeur.rice régional.e
Date limite de candidature : 30/05/2023

- 1 poste de directeur.rice
Date limite de candidature : 14/04/2023

Conservatoire du littoral

- 1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 27/04/2023

Service Europe et International

- 1 poste conseiller.e pour les affaires agricoles en Chine
Date limite de candidature : 06/05/2023

- 1 poste conseiller.e pour les affaires agricoles à Singapour
Date limite de candidature : 06/05/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Contrôleur polyvalent H/F



Localisation : Strasbourg



Statut : Fonctionnaire de catégorie B



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : BAC à BAC+2

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Dans le cadre des réglementations et procédures européennes et nationales, vous assurerez, notamment la vérification des demandes d'aides déposées par les exploitants agricoles au titre de la politique agricole commune (PAC).

Vous serez chargé (ée) de la réalisation de contrôles sur

l'ensemble des dispositifs servis dans ce cadre, sur le périmètre géographique du service.

Vous participerez aux différentes étapes d'analyse des dossiers, aux travaux de supervision et de reperformance.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen, national et territorial. Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8.5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC).

L'ASP compte 2 200 agents, basés dans toutes les régions de France, en métropole comme à l'outre-mer.

Vous rejoindrez la Direction régionale Grand-Est composée de 3 sites, Nancy, son siège, Châlons-en-Champagne et Strasbourg.

Le poste basé à Strasbourg est placé sous la responsabilité de l'adjoint au chef de service des contrôles Grand-Est. Vous intégrerez une équipe mobilisée sur les opérations de contrôles, au sein de laquelle vous alternerez des déplacements terrains et travail en bureau.



MISSIONS

Réaliser des contrôles administratifs ou sur place (exploitations, entreprises) dans le cadre de la politique agricole commune:

-1er pilier de la PAC:

* contrôles surfaces, terrain ou via le SSSTR (suivi des surfaces en temps réel)

* contrôles animaux

-2ème pilier de la PAC: aides aux investissements(HSIGC).

Réaliser la supervision de dossiers contrôlés par d'autres agents

contrôleurs de la Direction régionale dans tous les domaines de contrôle.

Réaliser des tâches administratives telles que:

- le traçage des suites de contrôle dans les applicatifs internes.

- la préparation de dossiers.

- la rédaction de notes, de comptes rendus.

- la mise à jour de tableaux.

Plus particulièrement, le titulaire effectuera ;

- des contrôles terrains des cheptels ovins, caprins, bovins : vérifications de l'identification des animaux et vérifications documentaires (factures, passeports, registres d'élevage).

- des contrôles terrains liés aux surfaces : vérifications des surfaces déclarées à la PAC et respect des règles liés aux BCAE, MAE, ICHN, éco-régimes.

- des contrôles hors surfaces : travail documentaire d'analyse des dossiers d'investissement du second pilier de la PAC et vérification sur place.

- des contrôles informatiques liés aux surfaces : utilisation de SIG pour vérifier l'activité agricole.



CHAMP RELATIONNEL

- Poste rattaché au service des contrôles Grand-Est de l'ASP. Le titulaire sera placé sous l'autorité de l'adjoint au chef du service de Strasbourg
- En interne : chef de service et adjoint, les agents de la direction régionale, les directions du siège et en particulier la Direction des Soutiens Directs Agricoles.
- En externe : les services déconcentrés de l'Etat, les organisations professionnelles, les exploitants agricoles, les corps d'audit.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des réglementations et de l'environnement agricole
- Idéalement, connaissance des pratiques agricoles et systèmes de production
- Compétences informatiques permettant d'utiliser les outils de contrôles (ISIS, OSIRIS, OCA...)
- Savoir se positionner et communiquer dans une situation de contrôle
- Maîtrise des outils bureautiques
- Permis B impératif



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur, autonomie méthode et sens de l'organisation
- Sens des responsabilités
- Disponibilité
- Capacité à intégrer rapidement la formation
- Capacités d'analyse, et de synthèse
- Aptitudes relationnelles, et à la communication
- Réactivité
- Capacité d'écoute et de pédagogie
- Rapidité et efficacité dans l'exercice des missions confiées



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande et ou renseignement complémentaire sur le poste veuillez contacter :

Le chef du service des contrôles Maxime RASMUS (maxime.rasmus@asp-public.fr ; 07 64 45 05 77)

L'adjointe au chef du service des contrôles, Marine REY (marine.rey@asp-public.fr ; 07 64 25 52 73)

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du pôle SIRH et suivi des effectifs

Secrétariat général - Service des ressources humaines

N° appel à candidature : 23557

Catégorie : A

Classement parcours professionnel : 1

Cotation RIFSEEP : G3 si IAE ou AAE

Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques

Poste vacant

Localisation : Siège de FranceAgriMer – Immeuble Arborial –
12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Selon le corps, les agents fonctionnaires sont accueillis en position normale d'activité (PNA) ou par la voie de détachement. Les attachés d'administration sont affectés.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche./de la pêche et de la souveraineté alimentaire.

Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..).

FranceAgriMer regroupe près de 1.000 collaborateurs, répartis au siège de l'établissement à Montreuil, dans les délégations nationales de Libourne (33), La Rochelle (17) et Volx (04) ainsi qu'au sein des 13 directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) constituant l'échelon territorial.

Le service des ressources humaines est un des services du Secrétariat général. Il est organisé en 4 pôles et compte une trentaine d'agents.

Le service des ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec celui du ministère en charge de l'agriculture.

Le pôle SIRH et suivi des effectifs :

- veille à l'évolution, à la cohérence et à la qualité du système d'information des ressources humaines ;
- est en charge du suivi de la gestion du temps au quotidien, ainsi que du dialogue et de l'information réglementaire aux agents sur ces sujets ;
- a en charge la gestion et le suivi de l'annuaire des identités et des accès nécessaires à la traçabilité des mouvements au sein de l'établissement ;
- établit la prévision budgétaire et le suivi prévisionnel des effectifs dans le respect des plafonds d'emploi et de la masse salariale ;
- participe à la gestion des questions relative à la santé et la sécurité au travail, les risques psycho-sociaux et le handicap ;
- pilote l'établissement du rapport social unique.

Objectifs du poste

Sous l'autorité du chef de service, le / la chef(fe) de pôle anime une équipe de 6 agents (dont 3 de catégorie A) autour des thématiques exposées ci-dessus.

Ce poste s'inscrit dans une évolution du service des ressources humaines : changement du SIRH, mise en place de procédures et d'outils dématérialisés.

Missions et activités principales

Animer l'équipe : planifier et organiser l'activité des gestionnaires du pôle.

Piloter le suivi de l'activité, notamment des campagnes relatives au télétravail, au compte épargne-temps et de réfaction de RTT et poursuivre la démarche de dématérialisation de ces processus.

Participer au processus de certification du système de management de la sécurité de l'information (ISO 27001) pour ce qui relève de la gestion des accès : superviser le contrôle mensuel des identités et des accès aux applications informatiques et métiers délivrés aux agents, assurer la révision documentaire, participer aux audits.

Dans le cadre de l'activité organisme payeurs du fonds communautaire FEAGA, suivre les engagements souscrits dans le cadre déontologique (prévention des conflits d'intérêts potentiels, cumul d'activité, charte de déontologie).

Coordonner l'élaboration du rapport social unique (contributions des différents services, contrôle de cohérence, échanges avec le service communication).

Le/la chef(fe) de pôle est associé(e) par l'encadrement du service, en tant que de besoin, aux travaux portant notamment sur le système d'information des ressources humaines actuel (Virtualia) et à venir (RenoRH) ainsi que sur la gestion de la masse salariale.

Relations fonctionnelles du poste

Au sein du SRH, l'ensemble des pôles.

Les agents des autres services du SG, des directions du siège et des services territoriaux.

Le service des ressources humaines du ministère en charge de l'agriculture.

Compétences requises pour le poste

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers

Savoir-faire / Maîtrise

- Animer, encadrer, motiver une équipe
- Savoir communiquer
- Savoir rédiger des notes techniques ou comportant des aspects réglementaires

<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'établissement et de ses missions - Règle de gestion des agents (gestion du temps et des absences...) - Bases de la gestion budgétaire (masse salariale...) - Intérêt pour les actions de modernisation de l'action publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Prévenir et gérer les situations sensibles - Faire preuve de rigueur et d'initiative - Savoir rendre compte et faire preuve d'autonomie et de créativité
Poste clé¹ :	Oui Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui Non X
Poste à privilèges³ :	Oui Non X
Personnes à contacter	
<p>Philippe LE FAUCHEUR, chef du service des ressources humaines philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.24.00</p> <p>Karine FAVRE-DANNE, adjointe au chef du service des ressources humaines karine.favre-danne@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.24.19</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>	
Conditions de travail	
<p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. Le site dispose d'un parking sécurisé pour les vélos, les trottinettes et les voitures.</i></p> <p><i>Le site de Montreuil est entièrement accessible aux personnes à mobilité réduite et dispose en outre d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents.</i></p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité et dans la limite de 3 jours par semaine.</i></p> <p><i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i></p> <p><i>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que de places dans une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 avril 2023	
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une lettre de motivation, - un curriculum-Vitae, - pour les agents fonctionnaires, le dernier arrêté d'avancement d'échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Directeur (directrice) des interventions

N° appel à candidature : 23559	Catégorie : A+
Cotation parcours professionnel : 3+	Cotation Groupe RIFSEEP : G1 si AE, G2.1 si IPEF, G1.3 si ISPV
Filière d'emploi : 1 – Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démonis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobe depuis 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE.

Au sein de l'établissement, la direction des interventions (DI) a pour mission de concevoir et mettre en œuvre les dispositifs financiers (aides européennes et nationales) et non financiers d'accompagnement des filières. La DI est organisée en cinq services, dont trois chargés des aides européennes (potentiel et structures viticoles,

programmes opérationnels et promotion, régulation des marchés et programmes sociaux), un chargé des aides nationales (y compris aides de crise), appui aux entreprises et innovation, un chargé des contrôles et de la normalisation. Cette organisation est complétée d'une cellule dédiée à la modernisation des outils informatiques.

Objectifs du poste :

Le ou la titulaire du poste assure la mise en œuvre et le pilotage de l'ensemble des actions confiées à la direction, dans le cadre défini par la direction générale et le contrat d'objectifs et de performance entre l'Etat et l'établissement.

Missions et activités principales :

- Coordonner et animer les équipes de la DI (environ 230 agents)
- Gérer et piloter les moyens et objectifs confiés à la DI et veiller en particulier à la mise en œuvre des dispositifs d'intervention, dans les délais prescrits et dans des conditions de sécurité juridique et financière satisfaisantes
- Piloter les chantiers de modernisation des outils et des méthodes de la direction
- Contribuer à assurer une étroite collaboration entre les équipes de la direction et celles des autres composantes de l'établissement, ainsi qu'avec les tutelles et les partenaires extérieurs

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : toutes les directions et services du siège et des régions
- Responsables professionnels des secteurs agricoles, agroalimentaires et de la pêche
- Cabinets et directions des ministères chargés de l'agriculture, de la mer, de la cohésion sociale, de l'économie (DGPE, DGAMPA, DGAL, DGCS, DGDDI...), directeurs des DRAAF, autres établissements sous tutelle du MAA (ASP, ODEADOM...), SGPI
- Corps de contrôle (CCCOP, CICC, MCOSA, Cour des comptes, etc.)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaître les secteurs d'activité couverts par l'établissement, ainsi que les politiques publiques les concernant
- Une expérience concrète et réussie de la relation avec les professionnels est un pré-requis

Savoir-faire / Maîtrise

- Créativité, dynamisme et sens de l'organisation
- Expérience réussie du management d'équipes
- Aptitude à la conduite de projets
- Goût pour la concertation
- Sens de l'écoute et du dialogue
- Capacité à arbitrer

Savoir-être :

- Réactivité
- Autonomie
- Gestion du stress

Poste clé¹ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter :

Christine AVELIN – Directrice générale

Tél : 01.73.30.20.50 – christine.avelin@franceagrimer.fr

Sébastien COUDERC – Directeur général adjoint

Tél. : 01.73.30.22.72 – sebastien.couderc@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE – Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

- FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
- L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
- Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
- Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
- Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20 avril 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un *curriculum vitae*,
- pour les agents fonctionnaires, indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts Direction territoriale Grand Est

Directeur/directrice de l'agence territoriale des Ardennes

N° du poste : **4907**

Catégorie A : **ICPEF, IPEF, IDAE, IAE HC, attaché HC, attaché principal**

Cotation : **A4**

Situation du poste : **susceptible d'être vacant**

Localisation du poste : **CHARLEVILLE-MEZIERES (08)**

<p>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL DU POSTE</p>	<p>La direction territoriale GRAND-EST contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 13 agences territoriales et 3 agences spécialisées qui regroupent 2200 collaborateurs.</p> <p>Les forêts publiques représentent 58% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est.</p> <p>L'agence territoriale des Ardennes gère 42 % des forêts de Champagne-Ardenne (domaniales et communales).</p> <p>Elle est composée de 5 Unités territoriales et de 4 services fonctionnels (services généraux, service Bois, service Forêt, service Travaux) sur le site de Charleville-Mézières.</p>
<p>OBJECTIFS DU POSTE</p>	<p>Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence, composée de 75 postes pérennes. Poste à forte composante managériale.</p>
<p>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</p> <p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence.</p> <p>Atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale et l'agence : récoltes de bois, recettes du domaine, aménagements forestiers, développement de l'activité conventionnelle</p> <ul style="list-style-type: none">- Organisation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les unités opérationnelles placées sous son autorité et mise en place des délégations opportunes.- Management de l'ensemble du CODIR.- Contacts fréquents et suivis avec les maires des Communes. <p><u>Enjeux</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Conciliation enjeux de production et environnementaux marqués- Rétablissement équilibre forêt- Activité production bois façonnés et contractualisation majoritaire <p>Relations avec les communes forestières – Partenaires institutionnels-partenaires cynégétiques (fédération des chasseurs, fondation Sommer...)</p>

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
PERSONNES A CONTACTER	M. Christophe FOTRÉ, Directeur territorial, Tél. : 03.88.11.31.54 – Mail : christophe.fotre@onf.fr	

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts
Direction territoriale GRAND-EST

Directeur/directrice d'agence travaux Rhin-Vosges

N° du poste : **11748**
Catégorie A : **IPEF, IDAE, Att. Pal**
Cotation : **A4**
Situation du poste : **susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **HAGUENAU (67)**

<p>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL</p>	<p>La direction territoriale GRAND-EST contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 13 agences territoriales et 3 agences spécialisées qui regroupent 2200 collaborateurs.</p> <p>Les forêts publiques représentent 58% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est.</p> <p>L'Agence Travaux RHIN VOSGES assise sur les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle et Vosges est composée de 5 unités de production en charge des travaux en forêts bénéficiant du Régime Forestier dont 1 UP intervenant dans le domaine du réseau routier en forêts pour la partie travaux publics.</p> <p>23 conducteurs de travaux encadrent 256 bûcherons sylviculteurs domaniaux.</p> <p>Le service fonctionnel est composé du Directeur d'Agence, d'un adjoint et d'une cellule de soutien de 3 personnes.</p>
<p>OBJECTIFS DU POSTE</p>	<p>Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence, composée de 290 personnes. Poste à forte composante managériale.</p>
<p>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</p> <p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité.</p> <p>Pilote du processus territorial " réaliser des travaux "</p> <p>Gère l'exécution des coupes et des travaux sur l'ensemble du groupe Est de la DT GE.</p> <p>Travail collaboratif avec l'agence travaux Lorraine Champagne Ardennes.</p> <p>Management stratégique d'une agence comptant environ 290 personnes.</p> <p>Pilotage RH, budgétaire, stratégie.</p> <p>Fait partie du CODIR DT et du réseau des DATX.</p> <p>Relations suivies avec les UP, Conducteurs de travaux et ouvriers forestiers Liens avec les services de la DT (RH, financier, MCBS) Assiste aux CSE Relations sociales importantes</p>

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
PERSONNE A CONTACTER	M. Christophe FOTRE, Directeur territorial, Tél. : 03.88.11.31.54 – Mail : christophe.fotre@onf.fr	

**Ministère de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire**

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Direction régionale de La Réunion

Intitulé du poste : Directrice/Directeur de l'agence travaux de La Réunion

N° du poste : 13282

Catégorie : Cadre supérieur

Résidence administrative Le Tampon (97422)

Poste non logé, en résidence administrative au Tampon

Classement du poste

A3

Poste vacant – À pourvoir le 24 avril 2023

Présentation de l'environnement professionnel

L'**Office national des forêts (ONF)** est un établissement public industriel et commercial (8 500 collaborateurs, 865 M€ de budget, 10 Md€ de bilan) placé sous la tutelle de l'Etat.

Il est chargé de la gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques (forêts de l'Etat et des collectivités locales), soit environ 10 millions d'hectares en métropole et outre-mer. Il assure 40% de l'approvisionnement de la filière économique du bois (environ 50 Md€ de chiffre d'affaires et 400 000 emplois).

La direction régionale de La Réunion gère pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales environ 101.000 ha, soit 40% de la superficie de l'île. Il s'agit principalement de forêts départemento-domaniales (91.400 ha) gérées en étroite partenariat avec le Conseil départemental qui en assure le financement avec l'aide de l'Europe. A noter que 85% de ce territoire est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, constitué de la zone cœur du parc national. De plus, l'agence territoriale de Mayotte gère 7.500 ha de forêts domaniales et départementales.

Les missions de l'ONF dans l'Océan indien sont très variées : forte activité de surveillance patrimoniale et de gestion foncière (1.200 conventions d'occupation), une production forestière limitée mais stratégique (approvisionnement de trois scieries, développement d'une filière bois-énergie), des activités environnementales fondamentales dans le cadre du bien inscrit (gestion des réserves biologiques, lutte contre les invasives), la réalisation pour le compte du Département de missions d'accueil du public en forêt (3 millions de visites/an pour lesquelles l'ONF assure l'entretien et la sécurisation de plus de 850 km de sentiers et d'une centaine de sites d'accueil) et d'insertion de publics en difficulté (encadrement d'environ 80 emplois aidés par an).

L'ONF exerce également pour le compte de l'Etat des missions d'intérêt général dans les domaines des risques naturels (protection des forêts contre les incendies, mouvements de terrain, cyclone, éruptions volcaniques), la conservation de la biodiversité et la prévention des défrichements sur l'ensemble de l'île.

La DR Réunion (240 agents) est constituée de l'agence territoriale de Mayotte (10 agents), l'agence travaux de La Réunion, trois unités territoriales, deux services d'appui technique (service forêt et service études), une agence

	<p>comptable secondaire -en charge également du budget et du contrôle de gestion-, et un service d'appui administratif constitués en pôles (communication, systèmes informatiques, achat-logistique-appvisionnement, RH, juridique et foncier) coordonnés par le directeur régional et son adjoint.</p> <p>Forte de 25 collaborateurs (effectifs PFA) et de 127 ouvriers forestiers au sein de trois unités de production (en miroir des unités territoriales) l'agence travaux de La Réunion gère également un atelier bois et une pépinière (production de 40.000 plants par an). L'agence est un centre de coût et de profit mettant en œuvre 10 M€ de travaux (80% en régie), soit 80% de l'activité travaux de la DR. Elle est compétente pour la réalisation de tous travaux en milieu naturel (sauf travaux lourds d'infrastructures) sur commandes internes. Elle assure également la prise en charge du service bois (exploitation, commercialisation).</p> <p>Elle intervient sur toute La Réunion, et accessoirement sur Mayotte. Ses principales activités sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sylviculture et conservation de la biodiversité (notamment lutte contre les invasives), • Équipement et entretien des infrastructures d'accueil du public, • Encadrement de chantiers d'insertion en partenariat avec le Département et la SPL EDDEN, • Exploitation forestière, atelier bois et pépinières, • Surveillance DFCL.
Objectifs du poste	<p>Sous l'autorité du directeur régional, Le directeur/directrice de l'agence travaux met en œuvre le plan stratégique 2021-2023 de l'ATX, validée par DCBS, dans le cadre du schéma d'emploi défini et dans l'optique d'un indispensable équilibre économique.</p>
Description des missions	<p>Il / Elle assure le management et le maintien de la cohésion d'une équipe de 25 collaborateurs directs (un adjoint responsable de la mission bois, un commercial bois, un référent teck producteur, trois assistantes, Trois RUP, 13 conducteurs de travaux + trois assistantes) et de 127 ouvriers forestiers, dans le cadre des principaux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025, déclinaison du contrat Etat-ONF pour la DR Réunion, dans le cadre du schéma d'emploi défini et dans l'optique d'un indispensable équilibre économique (respect du plafond de charges externes et maîtrise de la masse salariale, amélioration de l'organisation des bassins d'emploi, optimisation du recours à la sous-traitance, ...); ✓ Optimisation du fonctionnement de l'atelier bois et de la pépinière en centres de coûts et de profit bénéficiaires ; ✓ Réduction de l'accidentologie chez les ouvriers (fréquence & gravité) ; ✓ Mise en place un contrôle de gestion permettant d'actualiser les barèmes des coûts simplifiés applicables aux fonds européens, dans l'optique de remontées de dépenses via des itinéraires techniques en coûts forfaitaires ; ✓ Approvisionnement de la filière bois régionale (contrat d'approvisionnement de Sciages de Bourbon et des autres scieries, accompagnement de la structuration de la filière bois-énergie, amélioration de la productivité des chantiers en régie).

Champ relationnel du poste	Il/Elle développe et entretient les relations avec le Conseil départemental et les autres acteurs institutionnels (collectivités, préfecture, services de l'Etat, conservatoire du littoral, PN ...).	
Profil recherché	Titulaire d'un diplôme Bac +5 ou équivalent, en management d'unité opérationnelle et stratégie d'entreprise ; Première expérience requise de 10 à 15 ans minimum, notamment en management d'équipes de terrain Expérience professionnelle opérationnelle en outre-mer souhaitée	
Compétences liées au poste	SAVOIRS / CONNAISSANCES	SAVOIR-FAIRE
	<ul style="list-style-type: none"> - Excellentes connaissances du secteur d'activité de l'établissement ainsi que de l'économie de la région où il opère - Travailler avec différents partenaires ; - Suivre, maîtriser et/ou décider de politiques diverses : commercial, marketing, finance, ressources humaines... ; - Valider, orienter les responsables opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Excellente communication orale et écrite ; - Capacités rédactionnelles ; - Sens de l'organisation et de l'anticipation ; - Rigueur et fiabilité des données produites ; - Capacité d'analyse et de synthèse ; - Capacité d'initiative ; - Respect des délais ; - Management.
	SAVOIR-ÊTRE	
	<ul style="list-style-type: none"> - Esprit d'initiative et autonomie ; - Force de proposition pour de nouvelles méthodes, fonctionnalités et solutions ; - capacité d'adaptation ; - réactivité ; - Assertivité et sens du dialogue ; - Organisation ; - Rigueur ; - Sens de l'analyse ; - Capacité à fédérer autour d'un projet ; - Aisance relationnelle. 	
Personnes à contacter	<ul style="list-style-type: none"> - Nathalie BARBE : nathalie.barbe@onf.fr – 06 26 73 73 44 - Olivier ROUSSET : olivier.rousset@onf.fr – 01 40 19 59 20 – 07 61 12 84 49 - Sylvain LEONARD : sylvain.leonard@onf.fr – 0692 34 52 07 	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Réf : OMGD-P-2023-04 RM 06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

**Chargé de mission (F/H)
« Occupations du domaine public »
au sein de l'antenne de Guadeloupe à Basse-Terre**

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Délégation outre-mer et de ses antennes

Le siège de la délégation outre-mer est basé à Paris et coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les territoires suivants : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents, dont 3 basés à Paris et les autres, repartis dans les antennes.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement et du délégué outre-mer, la politique de préservation des rivages outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages, puis validée par le conseil d'administration. Un délégué adjoint, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur l'ensemble des rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'antenne de Guadeloupe met en œuvre, localement et sous l'autorité du délégué adjoint, les actions du Conservatoire. Au 1er janvier 2023, le Conservatoire protège 76 sites en Guadeloupe, qui couvrent une surface d'environ 8 274 ha et 25% du linéaire côtier de la Guadeloupe.

Contexte et objectifs de la mission

En Guadeloupe, le foncier de l'Etat affecté au Conservatoire du littoral (domaine public maritime) fait l'objet de nombreuses occupations (économiques, agricoles, etc.), souvent anciennes et sans droit ni titre. Depuis 2016, le Conservatoire du littoral s'est engagé aux côtés de ses partenaires dans un programme de reconquête de ce foncier occupé illégalement.

L'objectif est de reprendre la maîtrise des occupations du domaine relevant du Conservatoire du littoral et d'éviter qu'elles ne portent atteinte à ses missions fondamentales de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager du littoral et de libre accès aux rivages. Le contrat d'objectifs et de performances 2021-2025 signé entre l'Etat et le Conservatoire du littoral prévoit l'aboutissement de 20 à 25 opérations de reconquête en Outre-mer à l'horizon 2025, dont une majorité en Guadeloupe. La convention de partenariat 2023-2026 signée entre l'Agence des 50 pas géométrique de la Guadeloupe et le Conservatoire du littoral, prévoit par ailleurs l'organisation de tournée conjointe et mensuelle de police.

Le traitement de ces occupations peut se traduire, selon les enjeux des sites et l'impact des occupations, par une libération totale ou partielle des terrains, si nécessaire par voie contentieuse, en vue d'une renaturation et d'une ouverture au public ou par un conventionnement de l'occupation sous conditions de mise en conformité avec les missions du Conservatoire du littoral. En outre, compte tenu de l'importance des sites et du linéaire côtier protégé, de nouvelles demandes d'occupation sont régulièrement adressées au Conservatoire du littoral.

Description du poste

Le chargé de mission assure, sous l'autorité de délégué adjoint, la mise en œuvre réglementaire et opérationnelle du programme de reconquête sur l'ensemble des sites du Conservatoire du littoral en Guadeloupe. Il est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Contribution à la **surveillance des occupations** sur le domaine du Conservatoire du littoral et à l'identification des éventuelles **atteintes à l'intégrité du domaine public** et à l'environnement ;
- Mise en œuvre, le cas échéant, de **procédures pré-contentieuses et contentieuses administratives**, en collaboration avec les autres organismes en charge de la police de l'environnement, et suivi de l'exécution des décisions de justice ;
- Participation à la définition, en lien avec la hiérarchie et en concertation avec les partenaires (gestionnaires, services de l'Etat, ONF, SAFER, AG50, etc.), des modalités de reconquête (délimitation, calendrier, responsabilités...) et des opérations de restauration et d'aménagement associés ;
- Participation à la **négociation avec les occupants**, en lien avec la hiérarchie, pour la définition des modalités de retrait des occupations sans titre et la mise en place d'un cadre contractuel ;
- Mobilisation des gestionnaires et des partenaires (notamment l'ONF via la MIG-DOM) dans le cadre du **suivi des chantiers de restauration et d'aménagement** des espaces naturels reconquis, et le contrôle de la mise en œuvre effective des engagements des occupants ;
- Régularisation des occupations relatives à **l'agriculture, à la chasse et aux équipements d'intérêt collectif et services publics**, par l'établissement de conventions d'occupation temporaire, après mise en concurrence le cas échéant ;

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué adjoint de rivages d'Outre-mer basé en Guadeloupe. Cette mission implique un travail et une synergie importante de l'équipe de l'antenne de Guadeloupe. Le chargé de mission devra veiller à ce que la reconquête se fasse de manière concertée et cohérente.

En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux. En externe, il est en relation avec les administrations (ONF, AG50, PNG, OFB, etc.), les collectivités, les entreprises et les autres usagers.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Profil et compétences requises

- Formation de niveau BAC +5 en droit public, singulièrement en droit de l'environnement, de l'urbanisme et des propriétés des personnes publiques
- Assermentation souhaitée (ou engagement à suivre une formation police)
- Expérience solide dans l'investigation de terrains, la conduite d'auditions et la rédaction de procès-verbaux
- Connaissances approfondies en matière de procédures contentieuses
- Connaissances en ingénierie et évaluation environnementale
- Connaissances en écologie et agriculture tropicales
- Maîtrise des logiciels bureautiques et du SIG
- Connaissance du contexte ultramarin souhaitée
- Permis B.

Savoir-faire

- Solides capacités rédactionnelles
- Prise de responsabilités, esprit d'initiative, autonomie
- Savoir faire preuve de diplomatie, d'autorité et de contrôle de soi
- Méthode, rigueur et autonomie
- Adaptabilité, organisation et excellent relationnel
- Bonne résistance au terrain en milieu tropical.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé à Basse-Terre (Guadeloupe), avec une relocalisation envisagée à moyen terme dans la région pointoise. Des déplacements fréquents sur l'ensemble de l'archipel sont attendus.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 27 avril 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ((pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Médhy BROUSSILLON, délégué-adjoint outre-mer : Tél : 05 90 81 59 52
courriel : m.broussillon@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs (pas de dépôt de candidature à cette adresse)

Emmanuelle JOUTEUX-TERNY, responsable des ressources humaines
e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Chine (basé à Pékin)

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Date limite de dépôt des candidatures : un mois à compter de la publication

Prise de poste souhaitée : 01/09/2023

Sous l'autorité du Chef de SE/R, les missions du Conseiller aux affaires agricoles et chef de pôle agricole et agroalimentaire pour la zone de compétence (Chine, Mongolie, Taïwan) sont les suivantes :

- Mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MASA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que le soutien à l'internationalisation des entreprises pour les pays dont il a la charge ;
- Effectuer une veille active, observer l'évolution des positions des pays et en informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MASA, dans les domaines de l'agriculture/pêche/forêt/alimentation/enseignement agricole ; créer et maintenir des liens permanents avec les administrations et autres parties prenantes compétentes afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- Contribuer à la préparation et à l'exécution des visites de haut niveau.
- Représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MASA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence ;
- Soutenir et promouvoir auprès des administrations concernées dans les pays de la zone les positions et initiatives françaises (indications géographiques, 4 pour mille, politique de l'alimentation, OneHealth, lutte contre l'antibio-résistance, promotion de la PAC, transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients, etc.) portées à l'international (OMC, FAO, G7, G20, OMSA, CIPV, OCDE, Codex Alimentarius.) ;
- Suivre et accompagner en relation avec le Conseiller référent sanitaire et phytosanitaire, et en lien avec la DGAL et FranceAgriMer, les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validations de certificats sanitaires) et, le cas échéant de prêter assistance à la Commission européenne ;
- Suivre en relation avec le Conseiller référent recherche les questions de coopération pour promouvoir l'enseignement, la formation et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- Identifier, en lien avec le MASA et sur ses domaines de compétence, des actions de coopération, d'influence et de partenariat, en assurer le suivi et l'évaluation, et assurer une coordination des opérateurs du MASA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV/FVI) ;
- Favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance précise à acquérir sur les réglementations applicables au commerce agroalimentaire, une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention

régaliennne, et un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et TBS surtout) en lien le cas échéant avec la délégation de l'UE ;

- Contribuer en lien avec la valorisation de « Taste France » à assurer la concertation des acteurs de la promotion agricole (Business France, SOPEXA) et le suivi et l'évaluation de leurs actions de promotion. Le cas échéant, animer avec Business France et la Chambre de commerce, des clubs agroalimentaires répondant aux besoins des entreprises françaises installées ou exportant dans ces pays.
- Diriger et conduire le pôle agricole du Service Economique Régional et animer l'équipe constituée de deux Conseillers agricoles référent pour les affaires sanitaires et phytosanitaires et recherche ainsi que de deux agents de droit local.

Qualités requises :

- Connaissance de la politique agricole française et européenne ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;
- Grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités d'analyse et de synthèse, rigueur ;
- Aptitude à la direction d'une équipe et au management ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- Aptitude à la négociation internationale et capacité à porter les intérêts français, sens des relations humaines et de la diplomatie ;
- Très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets ;
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- Autonomie en matière bureautique ;
- La connaissance de mandarin serait un avantage.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable deux fois un an

Personnes à contacter :

M. FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service Europe & International – DGPE – **01 49 55 46 44**

frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

MME FRANÇOISE SIMON – Sous-Directrice International – DGPE - **01 49 55 53 41**

francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Le dossier de candidature doit être remis à M. Sébastien RIHANI, à l'adresse électronique : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles à Singapour (basé à Singapour)

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Date limite de dépôt des candidatures : un mois à compter de la publication

Prise de poste souhaitée : 01/09/2023

Sous l'autorité du Chef de SE/R, les missions du Conseiller aux affaires agricoles et chef de pôle agricole et agroalimentaire pour la zone de compétence (Singapour, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Timor Oriental) sont les suivantes :

- Mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MASA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que le soutien à l'internationalisation des entreprises pour les pays dont il a la charge ;
- Effectuer une veille active, observer l'évolution des positions des pays et en informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MASA, dans les domaines de l'agriculture/pêche/forêt/alimentation/enseignement agricole ; créer et maintenir des liens permanents avec les administrations et autres parties prenantes compétentes afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- Contribuer à la préparation et l'exécution des visites de haut niveau.
- Représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MASA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence ;
- Soutenir et promouvoir auprès des administrations concernées dans les pays de la zone les positions et initiatives françaises (indications géographiques, 4 pour mille, politique de l'alimentation, OneHealth, lutte contre l'antibio-résistance, promotion de la PAC, transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients, etc.) portées à l'international (OMC, FAO, G7, G20, OMSA, CIPV, OCDE, Codex Alimentarius.) ;
- Conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer, les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validations de certificats sanitaires) et, le cas échéant de prêter assistance à la Commission européenne ;
- Être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour promouvoir l'enseignement, la formation et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- Identifier, en lien avec le MASA et sur ses domaines de compétence, des actions de coopération, d'influence et de partenariat, en assurer le suivi et l'évaluation, et assurer une coordination des opérateurs du MASA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV/FVI) ;
- Favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance précise à acquérir sur les réglementations applicables au

commerce agroalimentaire, une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennne, et un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et TBS surtout), le cas échéant en lien avec la délégation de l'UE ;

- Contribuer en lien avec la valorisation de « Taste France » à assurer la concertation des acteurs de la promotion agricole (Business France, SOPEXA) et le suivi et l'évaluation de leurs actions de promotion. Le cas échéant, animer avec Business France et la Chambre de commerce, des clubs agroalimentaires répondant aux besoins des entreprises françaises installées ou exportant dans ces pays.

Qualités requises :

- Connaissance de la politique agricole française et européenne ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;
- Grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités d'analyse et de synthèse, rigueur ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- Aptitude à la négociation internationale et capacité à porter les intérêts français, sens des relations humaines et de la diplomatie ;
- Très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets ;
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- Autonomie en matière bureautique ;

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable deux fois un an

Personnes à contacter :

M. FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service Europe & International – DGPE – **01 49 55 46 44**
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

MME FRANÇOISE SIMON – Sous-Directrice International – DGPE - **01 49 55 53 41**
francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Le dossier de candidature doit être remis à M. Sébastien RIHANI, à l'adresse électronique : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr